

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE HAVRE SEINE METROPOLE

HOTEL DE LA COMMUNAUTE

19 RUE GEORGES BRAQUE

76600 Le Havre

Références : 20251203_VI_PPC_AR_ELEC

Code AIOT : 0005803728

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement LE HAVRE SEINE METROPOLE implanté 120 Rue Cuvier 76600 LE HAVRE. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 03 décembre 2025 s'inscrit dans le cadre :

- du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées ;
- de l'action régionale relative au suivi des installations électriques.

Le référentiel réglementaire pour cette visite comprend :

- L'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE HAVRE SEINE METROPOLE
- 120 Rue Cuvier 76600 LE HAVRE
- Code AIOT : 0005803728
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Havre Seine Métropole (LHSM) est autorisé par arrêté préfectoral du 30 juillet 2008, complété par un arrêté préfectoral du 6 août 2012, à exploiter une unité d'incinération de boues résiduaires urbaines sur le site de la station d'épuration « EDELWEISS ». Cette installation d'incinération est également soumise aux dispositions de la directive IED (directive européenne relative aux émissions industrielles).

L'unité d'incinération a été mise en service en juin 2011. Son exploitation a été confiée à Veolia depuis novembre 2011 (contrat renouvelé en mars 2020 jusqu'en mars 2028).

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a contrôlé par sondage les installations suivantes :

- unité d'incinération de boues résiduaires urbaines ;

- unité de réception de boues extérieures ;

- unité mobile de déshydratation des boues ;

- filtres-presses ;

- installations électriques.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 1
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1. (annexe 3)	Demande d'action corrective	3 mois
5	Valeurs limites d'émissions	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1. (Annexe 7)	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(VLE)			
8	Filière alternative de déshydratation des boues	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.4.1. ; 1.4.5.	Demande d'action corrective	1 mois
10	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
11	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
12	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	2 mois
13	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Indisponibilité du four	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 5.1.4.3.1.	Sans objet
2	Classement du site	AP Complémentaire du 06/08/2012, article 1	Sans objet
4	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.1 ; 2.2.2 ; (annexe 2)	Sans objet
6	Conditions de combustion	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.2.2.3	Sans objet
7	Unité de réception de boues extérieures	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1.3.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection des installations classées lors de la visite du 3 décembre 2025 ont permis de vérifier que l'exploitant assure un suivi globalement satisfaisant de son unité d'incinération de boues résiduaires urbaines, malgré des dysfonctionnements techniques récurrents affectant le four d'incinération. Toutefois, l'exploitant devra modifier son plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), mettre en cohérence ses valeurs limites d'émission avec l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé, ainsi qu'analyser et justifier les dépassements constatés. Par ailleurs, les filtres-presses devront être consignés physiquement et les nouvelles installations de déshydratation des boues devront faire l'objet d'un porter-à-connaissance comportant l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à son instruction. L'exploitant devra également corriger les non-conformités constatées sur les installations électriques, réaliser un contrôle complémentaire de ses installations et clarifier son positionnement quant au classement de la zone de distribution de charbon actif en zone à atmosphère explosible. Enfin, l'exploitant transmettra à l'inspection les diagnostics, le planning des travaux et les dates prévisionnelles de redémarrage relatifs au four d'incinération, et s'assurera que les filières de compostage utilisées sont autorisées à recevoir des boues urbaines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Indisponibilité du four

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 5.1.4.3.1.
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : En cas d'indisponibilité du four d'incinération, les boues déshydratées issues du traitement des effluents par la station d'épuration du site sont éliminées suivant les filières de valorisation disponibles (incinération, compostage, ...), dans des installations régulièrement autorisées au titre du Code de l'environnement.
Constats : <u>Éléments issus du rapport d'inspection du 18 décembre 2024 :</u> <i>« À la suite de difficultés de stabilisation de la température de combustion et du taux d'oxygène dans le four, celui-ci a connu plusieurs arrêts ainsi que des travaux sur les échangeurs depuis mars 2024 : de mars à mai 2024, puis du 8 au 23 novembre 2024. Il était de nouveau à l'arrêt complet le jour de la visite, depuis le 5 décembre 2024 (courrier du 17 décembre 2024). Ce dernier arrêt devait permettre à l'exploitant de réaliser un diagnostic à froid complet de l'équipement. L'exploitant suspectait un problème majeur au niveau de la voûte de fluidisation du four, susceptible d'entraîner une perte d'étanchéité à chaud. L'inspection a constaté l'arrêt complet de l'unité et l'ouverture du</i>

four le jour de la visite. À cette date, le diagnostic n'était pas achevé, aucun plan de travaux ne pouvait être établi et l'exploitant n'avait pas encore fixé de date prévisionnelle de redémarrage du four. »

Par un courriel daté du 12 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un planning prévisionnel de redémarrage du four, indiquant une remise en service prévue en octobre 2025.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que la réfection de la voûte avait été réalisée et que le four avait effectivement redémarré le 20 octobre 2025. Il a également déclaré constater un déséquilibre des températures au niveau du lit de sable fluidisé. L'inspection a pu constater que le four était en fonctionnement le jour de la visite, sans incinération de boues.

L'exploitant a également indiqué que, lorsque le four est en fonctionnement, la moitié du flux de boues issues de la station d'épuration (STEP) est dirigée vers le four d'incinération, l'autre moitié étant orientée vers des filières de compostage ou de méthanisation.

Par courriel en date du 8 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le document intitulé « Filières de traitement des boues ». L'inspection constate que ce document mentionne un exutoire de méthanisation et sept exutoires de compostage. L'exploitant a également transmis, par le même courriel, une copie de l'arrêté préfectoral du site de méthanisation recevant ses boues. L'inspection relève que ce site est bien autorisé à recevoir des boues issues du traitement des eaux usées urbaines.

Par courriel en date du 19 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que le four d'incinération est de nouveau à l'arrêt à froid depuis le mardi 16 décembre 2025. Il a également précisé qu'une expertise devait être programmée prochainement afin d'identifier l'origine des dysfonctionnements observés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de l'évolution de la situation du four d'incinération, en transmettant, **dès qu'ils seront établis**, un diagnostic, un planning des travaux et une date prévisionnelle de redémarrage.

L'exploitant s'assurera également que les filières de compostage qu'il utilise sont autorisées à recevoir des boues d'épuration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Classement du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2012, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations

Prescription contrôlée :

Article 1: Liste des installations classées de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2008 relatif aux installations classées de l'établissement sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Libellé	Installations	Régime
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	1 four de capacité égale à 30 tonnes de boues / jour	A
2910-A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 C et 322 B 4. A) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	groupes électrogènes : 19,5 MW chaudière : 0,4MW TOTAL : 19,9 MW	DC

<p>Constats :</p> <p>Par un courrier daté du 6 février 2020, l'inspection a informé l'exploitant que ses installations relèvent également de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées, soumise aux dispositions de la directive IED (directive européenne relative aux émissions industrielles). Une prochaine mise à jour des prescriptions applicables au site permettra d'intégrer cette rubrique au tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées de l'établissement.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que, par conception, la capacité du four permet d'incinérer au maximum 1 260 kg/h de matières sèches. Il a précisé qu'en moyenne 600 kg/h de matières sèches sont incinérées. L'inspection constate que la capacité d'incinération de 30 tonnes de boues par jour indiquée dans l'arrêté préfectoral est respectée.</p> <p>Les groupes électrogènes et la chaudière relevant de la rubrique 2910 n'ont pas fait l'objet d'un contrôle lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1. (annexe 3)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt</p>

total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection une première version de son plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC). Il a précisé que ce document serait complété et amélioré afin d'aboutir à une version consolidée, fondée sur les observations réalisées lors du fonctionnement du four dans des conditions représentatives sur l'année 2026.

L'inspection a constaté que cette première version indiquait un volume annuel d'OTNOC de 346 h/an, non conforme aux dispositions de l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel susvisé (250 h/an maximum). L'exploitant a détaillé en séance des améliorations déjà réalisées, mais non prises en compte dans le document présenté.

Par un courriel daté du 8 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une version révisée de son plan de gestion des OTNOC, datée du 3 décembre 2025. L'inspection constate que :

- le volume annuel total d'OTNOC indiqué, de 150 h/an, est désormais inférieur au plafond de 250 h/an prévu à l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel susvisé ;

- les défaillances d'équipements identifiés comme critiques par l'exploitant sont prises en compte ;

- les causes et les conséquences potentielles des OTNOC identifiées sont mentionnées ;

- la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu, dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité, n'est pas explicitement intégrée.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué prévoir de réaliser annuellement une évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales, afin de mettre à jour son plan de gestion des OTNOC. Il a également précisé que cette évaluation pourra être réalisée de manière ponctuelle en fonction des événements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant modifiera, sous un délai de **trois mois**, son plan de gestion afin d'y intégrer explicitement la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu, dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.1 ; 2.2.2 ; (annexe 2)

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

<p>2.2.1. Surveillance des principaux paramètres de procédé pour les émissions dans l'air et dans l'eau</p> <p>L'exploitant surveille les principaux paramètres de procédé pertinents pour les émissions dans l'air et dans l'eau : [...] <i>conformément au tableau figurant à l'article 2.2.1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé</i></p>
<p>2.2.2. Surveillance des effluents gazeux</p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération : [...] <i>L'exploitant surveille les paramètres et les fréquences de mesure associées conformément au tableau figurant à l'article 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé.</i> [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a contrôlé, par sondage, en salle de contrôle, que le débit, la teneur en oxygène, la température, la pression ainsi que la teneur en vapeur d'eau des fumées issues de l'incinération des déchets sont affichés sur l'écran de supervision et font l'objet d'une mesure en continu. La température de la chambre de combustion est également affichée sur l'écran de contrôle et mesurée en continu.</p> <p>Par un courriel daté du 8 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection ses rapports d'autosurveillance relatifs aux mois d'octobre et de novembre 2025. S'agissant du mois de novembre 2025, l'inspection constate, par sondage, que les paramètres poussières, NO_x, NH₃, CO, SO₂, HCl, HF, Hg et COVT font bien l'objet d'une mesure en continu, avec un enregistrement des valeurs moyennes sur des périodes de trente minutes.</p> <p>L'inspection conclut que l'exploitant est conforme aux exigences relatives à la fréquence de surveillance des paramètres précités.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites d'émissions (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1. (Annexe 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes¹, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des</p>

déchets [...]

¹: Ces valeurs limites sont précisées dans le tableau de l'article 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel susvisé

Constats :

Par un courriel daté du 8 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection ses rapports d'autosurveillance des mois d'octobre et de novembre 2025.

S'agissant du mois de novembre 2025, l'inspection constate, par sondage, que :

- le four a fonctionné durant 97 heures et 48 minutes en conditions normales de fonctionnement (NOC) et durant 3 heures et 5 minutes en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) ;
- les valeurs limites d'émission (VLE) indiquées pour les paramètres HCl et SO₂ ne sont pas cohérentes avec celles définies à l'article 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;
- des dépassements de VLE pour les paramètres HCl, SO₂ et NH₃ sont mis en évidence, sans qu'aucune analyse complémentaire ni justification n'aient été apportées par l'exploitant.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le four était maintenu en température sans incinération de déchets. L'inspection a constaté, en salle de contrôle, une température du four (T2S) affichée à 831,5 °C. Le four n'étant pas en phase d'incinération, l'inspection n'a pas été en mesure de relever d'autres paramètres représentatifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour, dans un délai d'**un mois**, ses valeurs limites d'émission afin de les rendre conformes à celles fixées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Les fichiers de suivi de l'autosurveillance seront mis à jour en conséquence.

S'agissant des dépassements mentionnés ci-dessus, l'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai d'**un mois**, les éléments d'analyse correspondants ainsi que le plan d'action mis en œuvre afin d'assurer un retour rapide à la conformité. Il veillera désormais à joindre, lors de la transmission régulière de ses données d'autosurveillance, tout élément d'analyse pertinent, en particulier en cas de dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : 3.2.2.3 Brûleurs et injecteurs d'appoint Le four d'incinération est équipée d'injecteurs et d'un brûleur d'appoint alimentés à partir de gaz naturel, lesquels doivent s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C, après la dernière injection d'air de combustion. Les injecteurs et le brûleur d'appoint sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850 °C, pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.
Constats : L'inspection a reçu, le 23 septembre 2024, un rapport à connaissance de l'exploitant relatif au fonctionnement de l'incinération sans brûleur d'appoint, faisant suite à la défaillance de ce dernier. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau brûleur d'appoint avait été installé durant la période d'indisponibilité du four d'incinération. Sur site, l'inspection a pu constater la mise en place effective de ce brûleur. L'inspection constate que le fonctionnement transitoire de l'incinération sans brûleur, objet du rapport à connaissance précité, est terminé. L'inspection rappelle également qu'en cas de nouvelle défaillance du brûleur, un nouveau rapport à connaissance devra être transmis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Unité de réception de boues extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant des installations, notamment du traitement des effluents. L'établissement ne doit pas être à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, ou de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'entreposage des boues et l'approvisionnement du four d'incinération ne doivent pas générer de nuisances olfactives pour le voisinage. [...]
Constats : Par un courrier réceptionné le 1er février 2021, l'exploitant a informé l'inspection de la création d'une unité de réception de boues liquides extérieures. Le jour de la visite, l'inspection a constaté l'installation de cette unité de réception de boues liquides extérieures, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - une cuve de stockage de boues liquides d'une capacité de 80 000 litres ; - un poste de dépotage ; - un poste de pompage assurant le refoulement des boues vers leur zone de conditionnement.

L'inspection a constaté que cette installation n'est pas à l'origine d'émissions de gaz odorants.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le réseau de collecte des eaux résiduelles du site permet de récupérer toute fuite éventuelle d'effluents, lesquels sont ensuite traités par la station d'épuration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Filière alternative de déshydratation des boues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.4.1. ; 1.4.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

1.4.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.4.5. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Constats :

Par courrier réceptionné le 7 août 2024, l'exploitant a informé l'inspection de la mise en place, en urgence, d'une filière alternative de déshydratation des boues sur son site, destinée à pallier les dysfonctionnements des filtres-presses existants.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les filtres-presses ne seraient pas remis en service, leur fonctionnement ayant occasionné des dommages structurels à la structure porteuse en béton, entraînant des risques pour la sécurité du personnel.

L'exploitant a précisé que la filière alternative de déshydratation des boues, constituée de deux unités mobiles actuellement positionnées à l'extérieur des bâtiments, a vocation à être pérennisée. Il prévoit d'installer, à l'intérieur des bâtiments, deux centrifugeuses permettant la déshydratation des boues issues de la station d'épuration (STEP). L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que la problématique des odeurs devra être abordée dans le cadre de ce dossier.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les filtres-presses étaient à l'arrêt. Toutefois, elle a également relevé que le tableau électrique de l'un des filtres-presses était toujours alimenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera, dans un délai d' un mois , à la consignation physique des filtres-presses, conformément à l'article 1.4.5 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2008 susvisé.
L'exploitant transmettra à l'inspection un porter-à-connaissance relatif à ses nouvelles installations de déshydratation des boues. Ce dossier devra contenir l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à son instruction
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : L'exploitant a fait procéder à la vérification périodique réglementaire de ses installations électriques par un organisme extérieur accrédité du 10 au 14 janvier 2025. Le rapport associé, daté du 14 janvier 2025, ainsi que le rapport daté du 26 juillet 2025 relatif au contrôle par thermographie infrarouge (Q19), réalisé le 23 juillet 2025, ont été transmis à l'inspection des installations classées par un courriel daté du 8 décembre 2025. L'inspection constate que la périodicité annuelle prévue par la réglementation pour la vérification des installations électriques est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le rapport du 14 janvier 2025 relatif à la vérification périodique réglementaire des installations électriques mentionne les limites d'intervention suivantes : <i>« Les éléments suivants n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation : - Test des différentiels et mesure d'isolement (Seul une coupure partiel est autorisée) Les équipements ou locaux repérés par le sigle NVI dans les tableaux du chapitre IV n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'inaccessibilité. Il en est de même des éléments suivants : - Pompes immergées (Non accessible) »</i></p> <p>L'inspection constate que la vérification réalisée n'est pas complète et qu'un contrôle complémentaire n'a pas été effectué pour lever les limites d'intervention précédemment citées. Par ailleurs, l'inspection rappelle qu'en cas d'impossibilité de réaliser certains contrôles pour cause d'impossibilité de réaliser la coupure électrique, une fréquence doit être définie (peut être de 3 ou 5 ans par exemple)</p> <p>L'inspection a également constaté que le rapport daté du 26 juillet 2025 relatif au contrôle par thermographie infrarouge (Q19) mentionne une anomalie classée en priorité 2. L'exploitant a indiqué que cette anomalie, localisée sur un conducteur électrique, a été traitée le 3 septembre 2025 et a transmis, par un courriel daté du 8 décembre 2025, une extraction de son logiciel de maintenance permettant de justifier de cette intervention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera procéder, sous un délai de deux mois, à une vérification complémentaire de ses installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le fichier relatif au suivi des non-conformités et observations de ses installations électriques. Il a précisé que ce fichier est fourni par l'organisme ayant procédé à la vérification périodique.</p>

L'inspection a constaté que ce fichier de suivi comporte neuf observations et relève que les non-conformités et observations y sont clairement hiérarchisées. Toutefois, elle constate que quatre observations, dont deux déjà signalées précédemment, restent à traiter sans planification associée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établira, sous un délai d' un mois , un plan d'action visant à lever les non-conformités et observations restantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que la zone de distribution de charbon actif est considérée comme une zone ATEX, mais qu'il souhaite en redéfinir le classement. Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence d'équipements électriques, notamment d'éclairage, non adaptés à une utilisation en atmosphère explosible dans la zone précédemment citée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra clarifier, sous un délai de deux mois , son positionnement quant au classement de la zone de distribution de charbon actif en zone à atmosphère explosible. En fonction, il devra s'assurer que les équipements électriques présents dans cette zone sont adaptés à une utilisation en atmosphère explosible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

<p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté sur le terrain que les observations numérotées 3 et 5 mentionnées dans le rapport du 14 janvier 2024 ont bien été traitées.</p> <p><u>Constats de l'inspection sur le terrain :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Observation 3 : « <i>Fixation non assurée - boîte de dérivation</i> » L'inspection a constaté visuellement que la boîte de dérivation était en bon état et correctement fixée ; - Observation 5 : « <i>Fixation non assurée - plaque de support avec éclairage et BAES</i> » L'inspection a constaté visuellement que l'éclairage de sécurité était en bon état et correctement fixé. <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté l'absence de plusieurs obturateurs sur des presse-étoupes non utilisés sur différentes armoires électriques du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifiera, sous un délai de deux mois, que des obturateurs sont bien présents sur les presse-étoupes non utilisés des armoires électriques du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>